

ETHIOPIE

A la différence de la plupart des Pays africains, l'Ethiopie n'a pour ainsi dire aucun passé colonial et ceci lui a permis de se présenter au début de notre siècle comme une nation indépendante. C'est une région de hauts plateaux de l'Afrique orientale qui couvre une superficie de 1.221.900 km² et dont la population est de 23.900.000 habitants d'après une estimation de juin 1968. Ce Pays est essentiellement agricole, et se consacre à l'élevage, toutefois son développement se heurte à des obstacles constitués surtout par le manque de cohésion entre les divers groupes ethniques de sa population.

ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

La première banque d'émission d'Ethiopie date de 1905, elle a été fondée sous le nom de *Bank of Abyssinia*. Il s'agissait là d'un institut privé, contrôlé par des capitaux étrangers (*National Bank of Egypt*). Au moment de la liquidation de cette *Bank of Abyssinia* une *Bank of Ethiopia* fut créée en 1931 avec ce qui en restait, la nouvelle banque était une banque d'émission dont le capital était presque entièrement versé par l'Etat. Elle dura peu car après la conquête de l'Ethiopie par l'Italie en 1936, ce pays mit fin à ses activités.

Au cours de l'occupation italienne les billets de la Banque d'Italie circulèrent en Ethiopie comme monnaie légale. Durant l'oc-

cupation anglaise, l'Ethiopie fut comprise pendant une brève période de temps dans la zone de l'*East African Currency Board* (Comité monétaire des Etats d'Afrique de l'est) (1).

En 1943 on fonda la *State Bank of Ethiopia* qui remplit à la fois le rôle de l'institut d'émission et de la banque commerciale du fait qu'elle a été divisée en deux départements distincts. Par la *Proclamation* n. 207 du 7 juillet 1963 la Banque centrale d'Ethiopie se vit conférer une organisation définitive. Conformément aux termes de cette loi la *State Bank of Ethiopia* fut liquidée à la fin de cette même année et deux banques nouvelles furent créées: la *National Bank of Ethiopia* et la *Commercial Bank of Ethiopia* elles se partagèrent les activités et le passif de l'institut dissous. D'après cette disposition qui a conféré une plus forte spécialisation fonctionnelle au système bancaire, la *National Bank of Ethiopia* a assumé les missions typiques d'une banque centrale.

L'unité monétaire est le dollar éthiopien dont la parité avec l'or est égale à 0,355468 grammes d'or fin (soit 40 centimes du dollar des Etats-Unis).

ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE

La *National Bank of Ethiopia* ouvrit ses guichets le 1er janvier 1964. Elle a été constituée en organisme de droit public et dotée d'un capital de 10 millions de dollars éthiopiens.

Son principal organe administratif est représenté par le Conseil d'administration, composé de cinq membres, tous sont nommés par l'Empereur, mais deux d'entre eux le sont indirectement. En effet, aux termes de l'article 17 de la loi constitutive, modifiée par l'ordonnance n. 39/1965, deux postes au sein de ce Conseil appartiennent de droit au Ministre des Finances et au Gouverneur

(1) Voir le chapitre sur le Kenya.

de la Banque (on accède à ces charges sur désignation de l'Empereur). La nomination du Président et du vice-Président du Conseil d'administration relève de la compétence de cette même autorité. Aucune limite de durée n'a été fixée par la loi pour ces charges. Il est évident que pour les deux Membres de droit, leur permanence au sein du Conseil dépend de la durée de leur mandat.

Le Conseil d'administration de la Banque représente la plus haute autorité du Pays en matière de monnaie, de crédit et de change et devises, il est donc tenu de se réunir au moins deux fois par mois.

Le Gouverneur représente, lui, le principal organe exécutif de la Banque, de plus comme le poste de directeur général n'a pas été prévu, il exerce également les fonctions attribuées normalement à la direction générale. Le Gouverneur est assisté dans l'exercice de ses fonctions par un vice-Gouverneur qui est autorisé à le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement. La charge du vice-Gouverneur est elle aussi conférée par l'Empereur et ce, pour une durée indéterminée.

La composition de la structure administrative de la Banque est la suivante: service de vigilance; service des émissions; contrôle des changes; comptabilité générale; service étranger; bureau des études économiques; contentieux; service administratif; service intérieur; caisse.

Le service de vigilance, le bureau des études économiques et le service intérieur sont placés sous la dépendance directe du Gouverneur de la Banque.

RÔLE DE LA BANQUE CENTRALE

La loi organique de la Banque a fixé comme objectifs essentiels de la *National Bank of Ethiopia*: la protection de la stabilité

dépenses publiques en cours d'exercice par rapport aux recettes. Le volume global de la position débitrice du Trésor pour ce genre d'opérations ne doit pas, cependant, excéder 20% (1) des recettes ordinaires de l'exercice précédent. En outre, aux termes de la loi, le Trésor doit éteindre sa dette avant la fin du premier semestre de l'exercice qui suit celui pendant lequel cette dette a été contractée. Dans le cas où cette disposition de loi ne serait pas respectée, il est absolument interdit à la Banque de consentir d'autres financements selon la modalité technique en question.

La Banque s'efforce également de promouvoir la formation d'un marché des titres de la dette publique. Dans ce but, il lui est très utile de recourir à une politique de stabilisation des cours basée principalement sur des interventions directes sur le marché à l'aide d'achats et de ventes, de même que sur la manipulation des avances sur les titres de la dette publique.

Dans ce domaine concernant les interventions en faveur de la politique financière de l'Etat il existe également deux types de restrictions. Tout d'abord il y a une limite fixée pour l'échéance au moment même de l'achat, elle est de 12 mois pour les bons du Trésor ordinaires, et de 10 ans pour les obligations de l'Etat. En outre, le législateur a fixé des restrictions quantitatives différentes pour les deux types de valeurs mobilières que l'on vient de citer.

En ce qui concerne les bons du Trésor la limitation quantitative suivante est en vigueur: que la Banque possède ces titres à la suite de négociations directes avec le Trésor, ou qu'elle les achète sur le marché, ou encore qu'elle les reçoive à titre de garantie pour des opérations d'avances, leur montant total ne peut excéder une somme correspondant à la moitié du montant de son

(1) Le décret n. 54 de 1969 a modifié la *Proclamation* de 1963 et porté de 15 à 20% le plafond.

capital et de sa réserve légale, correspondant à 12,5% des recettes ordinaires de l'exercice antérieur (1).

Par contre, en ce qui concerne les obligations de l'Etat, le montant total de titres que la Banque a en portefeuille ne peut excéder le quadruple du montant de son capital et de sa réserve légale.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DU CRÉDIT

Conformément à la loi du 27 juillet 1963, la *National Bank of Ethiopia* est le principal organe de contrôle et de surveillance du système bancaire éthiopien. Cette banque est habilitée à accorder les autorisations permettant d'exercer une activité bancaire et à promulguer les règlements concernant les conditions exigées pour l'obtention de cette autorisation. Mais l'appréciation donnée par la Banque n'est pas limitée au respect de la discipline en cette matière; son jugement porte également sur l'intérêt que la collectivité trouvera dans la création d'une nouvelle banque. Cette autorisation préalable de la Banque est, en outre, prévue par la réglementation en vigueur pour répartir sur le territoire les activités bancaires à la fois en ouvrant de nouveaux guichets et en adoptant des processus de concentration sous forme de fusions et d'incorporations.

La Banque centrale d'Ethiopie dispose de multiples instruments pour sa politique monétaire et du crédit qui lui permettent d'exercer un contrôle quantitatif et qualitatif.

Au premier plan de son contrôle quantitatif figure la politique de refinancement des banques commerciales pour laquelle elle a recours aux instruments suivants: a) variation du taux officiel de

(1) Avant le décret n. 54 de 1969 le plafond était de 50% de la somme totale du capital et de la réserve légale.

l'escompte et du taux officiel des avances; b) modification des conditions exigées pour rendre bancables les effets et des conditions relatives aux échéances des titres d'Etat acceptés en garantie des avances; c) manoeuvre du crédit octroyé — sans que soient modifiées les conditions indiquées en a) et en b) — à l'aide des plafonds de refinancement. Bien qu'elle y soit autorisée par la loi, la Banque ne recourt pas au marché ouvert pour atteindre les objectifs de la politique monétaire.

Par ailleurs, des résultats importants sont obtenus grâce à la manoeuvre des réserves de liquidité qui est basée sur deux types d'interventions: a) variation des taux des réserves qui doivent être bloquées sous forme de dépôt à la banque centrale; b) variation des coefficients de liquidité.

Les instruments de contrôle qualitatif trouvent parfois une base dans les normes mêmes qui sont à l'origine des instruments de contrôle quantitatif. C'est le cas, par exemple, de la manipulation des taux officiels de réescompte et d'avance si on les diversifie en fonction des différents genres d'opérations. Les plafonds de refinancement eux aussi peuvent être manœuvrés dans le but d'exercer un contrôle qualitatif. On peut faire la même observation pour la politique des réserves obligatoires de liquidité.

On peut aussi faire appel à des moyens d'intervention multiples susceptibles d'atteindre des finalités d'ordre qualitatif en rapport avec la discipline des emplois bancaires. La Banque peut, en effet: a) différencier les taux minima d'intérêt à appliquer aux opérations d'emploi en fonction des modalités techniques de celles-ci ou des affectations prévues pour ces financements; b) interdire, soumettre à des conditions ou à des contingentements les octrois de crédit de la part des banques ordinaires destinés à divers secteurs de la demande; c) définir les limites maxima de durée concernant les modalités techniques individuelles d'emploi.

La Banque peut, en outre, déterminer les pourcentages de dépôts à titre de cautionnement effectués par les importateurs qui demandent des devises (1).

SYSTÈME BANCAIRE

L'organisation actuelle du système bancaire éthiopien est relativement récente. Les vicissitudes survenues dans l'histoire de ce Pays ont eu des répercussions jusque dans son système bancaire: pendant des laps de temps plus ou moins longs des filiales de banques italiennes, françaises et anglaises y ont exercé leurs activités. L'histoire des banques d'Erythrée est diverse étant donné que ce territoire est resté pendant plus d'un demi siècle sous la domination de l'Italie et que ses services bancaires ont été intégrés longtemps au système bancaire italien.

Il existe aujourd'hui dans le Pays sept établissements d'intermédiation en matière de crédit et de finances, dont quatre de crédit ordinaire: la *Commercial Bank of Ethiopia*, la *Addis Ababa Bank*, le *Banco di Roma* (Ethiopie) et le *Banco di Napoli* (Ethiopie).

La *Commercial Bank of Ethiopia*, dont l'origine nous est déjà connue, est la banque commerciale d'Etat. Les trois autres sont, au contraire, des banques privées constituées conformément à la loi sur les banques qui prévoit qu'une autorisation à exercer des activités bancaires ne sera accordée qu'aux établissements créés dans le Pays sous forme de sociétés par actions ou de sociétés en nom collectif dont le capital appartiendra à raison de 51 % au moins à des personnes physiques ou juridiques de nationalité éthiopienne.

(1) Les dépôts de cautions pour les importations non essentielles qui, en 1968, avaient été imposés et atteignaient 100% du prix C.I.F. ont été abaissés à 25% en février 1969.

Au cours de ces dernières années, à l'inverse de ce qui s'est produit dans les autres Pays d'Afrique, le degré de concentration du système éthiopien s'est atténué progressivement, bien que la banque commerciale d'Etat effectue la majeure partie des opérations bancaires à l'intérieur (80% environ) car elle possède un réseau de guichets très vaste qui dessert toutes les provinces de l'Empire.

De plus quatre établissements d'intermédiation en matière de crédit et de finances opéraient dans le Pays jusqu'au 1970, mais n'exerçaient pas le crédit ordinaire: la *Development Bank of Ethiopia*, la *Ethiopian Investment Corporation*, la *Imperial Saving and Home Ownership Public Association* et la *Savings and Mortgage Corporation of Ethiopia*.

Fondée en 1951, la *Development Bank of Ethiopia* a incorporé la *Agricultural and Commercial Bank of Ethiopia*, son capital était entièrement versé par l'Etat. Elle était dirigée par un Conseil d'administration composé de 7 membres, tous désignés par l'Empereur. Bien qu'autorisée à prendre des participations cette banque avait financé le secteur agricole et celui de l'industrie en consentant des prêts de 5 à 10 ans, et, si possible, avec garantie hypothécaire. Ses financements provenaient de fonds qui lui ont été affectés à titre de capital par le Budget de l'Etat et de prêts fournis par des établissements de crédit ordinaire d'Ethiopie, par des banques étrangères et par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

L'*Ethiopian Investment Corporation*, créée en 1963, était une véritable banque de développement au capital entièrement versé par l'Etat. Sa mission était de mettre en oeuvre et de financer des projets de développement conformément aux directives du plan et de fournir soit un capital de risque soit des financements sous forme de prêts. Elle obtenait des fonds, non seulement du Budget de l'Etat, mais aussi par la collecte de dépôts et les em-

prunts à l'étranger. En 1970, à la suite de la fusion (suivant décret n. 55 de 1970) de la *Development Bank of Ethiopia* et de l'*Ethiopian Investment Corporation*, il a été créée la *Agricultural and Industrial Development Bank* qui a assumé la double fonction de banque de développement et de *Holding* d'Etat.

La *Imperial Saving and Home Ownership Public Association* fut fondée en 1961 sur le modèle des Instituts d'épargne et de crédit au bâtiment des Etats-Unis (*Savings and Loan Association*) en vue de financer la construction d'habitations à bon marché en permettant aux emprunteurs d'acquérir la propriété de l'habitat. Les fonds de l'Association proviennent de dépôts d'épargne effectués par ses membres. Cet organisme financier joue un rôle marginal dans le système du crédit de l'Ethiopie.

L'actuelle *Savings and Mortgage Corporation of Ethiopia* a été constituée en 1965 en désincorporant la section du crédit à la construction de la *Commercial Bank of Ethiopia*, sous la dénomination de *Mortgage Company of Ethiopia*. En 1970, à la suite d'un accord conclu avec la *Cassa di Risparmio delle Province Lombarde* qui lui fournissait une assistance technique, elle s'est transformée en caisse d'épargne, et prenait sa nouvelle dénomination. Son capital appartient entièrement à la Banque commerciale du Gouvernement. L'institut collecte des dépôts d'épargne suivant diverses modalités techniques et consent des prêts pour financer la construction contre une garantie hypothécaire. Le nouveau statut prévoit également l'octroi de crédit à l'agriculture.

DISCIPLINE DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE

La réglementation fonctionnelle des établissements de crédit en Ethiopie a été formulée à l'origine par la loi sur les banques du 27 juillet 1963 et par les normes émanant de la *National Bank of*

Ethiopia depuis 1964 conformément aux pouvoirs que cette loi lui a conférés.

En ce qui concerne le volume du capital propre un rapport minimum a été fixé en proportion du volume total des dettes; ce rapport est de 10%. Le patrimoine net ne peut en aucun cas être de moins de 2 millions de dollars éthiopiens.

En ce qui concerne par contre les opérations de placement, la Banque centrale a promulgué un certain nombre de normes qui interdisent ou soumettent à des restrictions les divers types d'opérations. Les placements en titres étrangers sont interdits de même que les prêts à la clientèle étrangère, en outre le financement direct de l'administration gouvernementale est défendu. Les banques ordinaires peuvent, toutefois, consentir des prêts aux entreprises de l'Etat et faire l'achat de titres de la dette publique sur le marché. Une autre interdiction concerne les investissements immobiliers, exception faite des bâtiments destinés à servir de bureaux de banque ou de logements pour le personnel de celle-ci. D'autres opérations si elles ne sont pas défendues sont soumises à des limitations d'ordre quantitatif. Un seul emprunteur ne peut se voir octroyer un cumul de crédit excédant 10% des ressources propres de la banque.

Indépendamment des dispositions législatives sur l'usure, la Banque centrale est habilitée à réglementer les taux bancaires actifs et passifs.